

L'UPA appelle l'UE à la normalisation de ses relations avec le Burundi

@rib News, 24/05/2018 Source Xinhua L'Union parlementaire africaine (UPA) a publié mercredi une déclaration de la 72^{ème} session de son Comité exécutif tenue à Bujumbura dans laquelle elle a plaidé pour la cause du Burundi sur plusieurs aspects, dont la levée des sanctions prises par l'Union européenne. [Photo : La délégation de l'UPA venue au Burundi a été reçue en audience mardi par le président Pierre Nkurunziza.]

L'UPA est partie du fait que, selon son secrétaire général Cipriano Cassama, le Burundi a recouvré la paix et la sécurité telle enseigne qu'il abrite de grands événements tant régionaux que continentaux d'une part, et que le peuple burundais est le seul détenteur de la souveraineté nationale, d'autre part. "L'UPA constate que le maintien des sanctions de l'UE contre le Burundi met en difficulté de façon injuste le peuple burundais et estime que l'amélioration de la situation politique, sociale et sécuritaire devrait pousser l'UE à procéder à la normalisation de ses relations avec le Burundi et à la levée des sanctions économiques imposées", a déclaré Cipriano Cassama. Il a salué le retour volontaire des réfugiés burundais et de certains leaders, qui ont été rassurés et encouragés par l'évolution positive de la situation du pays. Il s'est réjoui du fait que le pays ait pu abriter des événements de grande envergure à commencer par cette session de l'UPA, l'organisation du tournoi de football de la CECAFA et l'organisation en date du 17 mai 2018 du référendum constitutionnel. Il a aussi appelé les autres organisations à emboîter le pas de cette organisation panafricaine qu'est l'UPA en organisant des événements au Burundi. "L'UPA note avec satisfaction l'évolution positive de la situation politique, sociale et sécuritaire du Burundi et invite les organisations tant régionales que continentales telles que le COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australe) à emboîter le pas à l'UPA et à la CECAFA", a souligné le secrétaire exécutif de l'UPA. Il a encouragé les autorités burundaises à consolider la paix et la concorde nationale et à renforcer l'état de droit et l'administration démocratique en cours à travers un dialogue permanent. Il les a aussi encouragés à continuer de poursuivre et de punir les auteurs des actes de violence et ceux qui portent atteinte aux droits de l'Homme. Il a terminé sa déclaration par l'engagement de cette organisation panafricaine de renforcer les actions de coopération entre les institutions parlementaires membres de l'UPA. 26 pays ont pris part à ces assises de Bujumbura du 22 au 23 mai 2018.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});